

Schulz, animal politique à deux faces

COURSE À LA COMMISSION Un cogneur doublé d'un fin manoeuvrier

► Le président du Parlement européen est le candidat des socialistes à la présidence de la Commission.
► Il est, avec son rival conservateur Juncker, l'un des deux grands favoris au poste.

PORTRAIT

Il a la dégaine d'un boxeur, l'expression d'un boxer, et la démarche puissante et rapide de celui qui ne laisse pas de place au doute. A priori, pas le genre de type dont on voudrait marcher sur les pieds. Mais le soir, a-t-il confié un jour au *Financial Times*, ce cogneur politique ne se couchera pas, même épuisé, avant d'avoir noirci au moins une page de son journal intime, qu'il tient comme une adolescente depuis une trentaine d'années. Il est comme cela, Martin Schulz : avec deux facettes si contrastées qu'on se demande parfois si elles peuvent honnêtement coexister en un même personnage.

Candidat d'un type nouveau à la présidence de la Commission européenne – il a fait presque toute sa carrière au Parlement européen, sans avoir occupé aucune haute fonction nationale –, ce socialiste allemand a aussi été un président de Parlement européen d'un genre nouveau. « C'est clair qu'après la présidence du Polonais Buzek (la première moitié de la législature qui vient de s'achever, NDLR), un homme charmant mais pour le moins pas guerrier, avec Schulz ce fut tout autre chose, se souvient la Belge Isabelle Durant (Ecolo), qui fut vice-présidente pendant toute la législature. Tant au bureau du Parlement qu'en plénière, il était plus volontaire, plus fédéraliste, plus assertif. Il a été très apprécié par beaucoup d'eurodéputés de tous bords. Ce fut un président qui affirmait la force du Parlement européen. »

Le traité de Lisbonne avait donné déjà des pouvoirs beaucoup plus étendus à l'assemblée législative, mais Martin Schulz a été le premier à en exploiter le potentiel politique dans les jeux de pouvoirs entre institutions de l'Union. Son Parlement a été le moteur dans la régulation des bonus des banquiers et dans la tentative de mise en place de la fameuse taxe sur les transactions financières. Et enfin, c'est encore Martin Schulz qui a été le premier président de Parlement à jouer un rôle autre que protocolaire aux sommets européens. Il a été un négociateur actif et coriace face aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet de décembre 2012, où s'est achevée la négociation sur le budget pluriannuel de l'UE.

A-t-il vraiment été jusqu'au bout de sa logique ? Et a-t-il prouvé, comme il cherche publiquement à en donner l'impression, qu'il sera un président de Commission qui ne s'en laissera pas

conter par les chefs d'Etat et de gouvernement des 28 ? Cela, c'est une toute autre histoire...

Mais on ne dira pas de Martin Schulz qu'il n'a pas de suite dans les idées, ni la capacité d'arriver à ses fins. Et on ne reprochera pas de manquer d'ambition à ce fils de maréchal-ferrant né en 1955. Passionné de football et voulant en faire sa vie, le jeune Martin voit son rêve brisé net par un accident du genou. Il abandonne l'école, passe par une phase de boisson lourde qu'il ne veut pas appeler de l'alcoolisme, puis...

Schulz devient mondialement célèbre lorsque Berlusconi le traite de kapo en plein Parlement européen

stoppe tout net et à jamais alcool et tabac, à une date qu'il a consignée – déjà – dans son journal intime.

Il devient apprenti libraire, libraire lui-même à 24 ans, puis, militant social-démocrate depuis ses 18 ans, il en-

tame sa carrière politique : conseiller communal à 29 ans, bourgmestre de sa ville de Würselen (près d'Aix-la-Chapelle) à 32. Et après un premier échec, il est élu au Parlement européen en 1994. Là encore, il entre par la petite porte. Mais à la différence de beaucoup d'autres qui ne s'en sont servis que comme marchepied vers une carrière nationale (comme un certain Di Rupo), il n'en sortira plus.

Neuf ans plus tard, il devient mondialement célèbre : pressant de questions Silvio Berlusconi, venu à Strasbourg comme président semestriel du Conseil, sur ses conflits d'intérêts, il se fait traiter de kapo par le Cavaliere. Pétri de convictions démocratiques et européennes nourries sur les cendres du nazisme, Schulz dira s'être senti humilié. Mais aujourd'hui, 11 ans après, c'est précisément pour son affairisme que Berlusconi vient de commencer des travaux d'intérêt général dans une maison de retraite. Et personne n'a depuis lors sous-estimé les talents d'orateur, par-

fois de procureur, de l'ex-petit libraire.

Schulz devient chef du groupe socialiste au Parlement européen en 2004, il dirige les campagnes européennes du SPD dont il rejoint les instances dirigeantes... Et tout en perfectionnant ses discours d'avocat pro-européen et de pourfendeur de la domination franco-allemande, il étend patiemment son pouvoir sur l'assemblée. Un pouvoir qui devient très allemand, puisque c'est déjà un Allemand, Hans-Gert Pöttering, qui dirige l'autre grand groupe, celui du PPE (centre-droit). Les deux assurent la gestion très « grosse koalition » qui prévaut depuis toujours dans l'assemblée européenne. L'entente est assez parfaite, puisque les deux compatriotes organisent leurs accessions successives au perchoir du Parlement européen, non sans omettre d'intercaler habilement entre leurs mandats une présidence très « historiquement correcte » pour le Polonais Jerzy Buzek (PPE). Et la domination sur les deux grands groupes qui font la loi au Parlement eu-

ropéen devient à peine moins germanique : à Pöttering a succédé en 2009 l'Alsacien Joseph Daul, puis à Schulz en 2012 l'Autrichien Swoboda...

C'est bien connu dans la vie politique : entre les grands discours et les petits arrangements, il n'y a souvent la place que pour glisser une feuille de papier à cigarette. Pour beaucoup de collègues de Martin Schulz, c'est de son lobbying pour devenir président du Parlement que date le début de la métamorphose du « cogneur » : les discours restaient durs, notamment au dé-

Beaucoup pointent les tendances opportunistes du président du Parlement européen

but de négociations cruciales avec les gouvernements, mais Schulz a toujours fini par faire atterrir les compromis plus vite, et donc moins favorablement, que ses troupes parlementaires ne le souhaitaient : ce fut le cas sur le budget pluriannuel de l'UE, ou encore dernièrement sur l'Union bancaire.

Personne ne doute que Schulz a les convictions européennes chevillées au corps : il les transmet d'ailleurs, quel que soit l'auditoire, avec une force rare. Mais beaucoup pointent les tendances opportunistes du président du Parlement. Ou ses réflexes partisans, comme ceux pointés dans le paragraphe qu'il a tenté de supprimer dans un rapport voté la semaine dernière à Strasbourg. Entre ses convictions indéniables et les arrangements qu'il est prêt à consentir pour assouvir son ambition, Schulz choisira-t-il plus souvent les premières ? Peu de ses collègues, sauf dans son groupe socialiste (mais même là, on connaît des exceptions) se risquent à répondre catégoriquement à la question.

Pourtant, connaissant la fougue et les capacités manoeuvrières de l'intéressé – certains parlent de duplicité – la plupart de ses collègues eurodéputés rêvent de voir Schulz déployer ces qualités pour redonner à la présidence de la Commission une consistance politique qu'elle a perdue depuis longtemps face aux gouvernements nationaux. Et la moindre des difficultés ne sera pas de l'assumer face à la puissante chancelière allemande, dont on dit qu'elle déteste Schulz. Mais ces deux compatriotes-là ont, chacun de son côté, une belle expérience de « grosse koalition » conservatrice-socialiste. Cela pourrait aider. Mais cela ne dit pas lequel des deux aurait la main. ■

JUREK KUCZKIEWICZ



La plupart des eurodéputés rêvent de voir Schulz déployer ses nombreuses qualités pour redonner à la présidence de la Commission une consistance politique qu'elle a perdue depuis longtemps face aux gouvernements nationaux. © REPORTERS.

sur lesoir.be

Retrouvez désormais toute l'actualité des Vingt-huit sous la rubrique « Union européenne » www.lesoir.be/union-europeenne

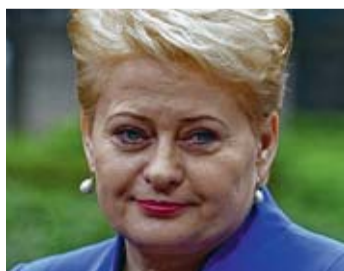
hautes fonctions européennes Il faudra une femme quelque part !

À la tête des institutions européennes, il ne peut pas y avoir que des hommes ! Ce n'est pas gravé dans le marbre d'aucun traité, mais c'est une évidence politique. Voilà pourquoi, le 19 novembre 2009, Catherine Ashton s'est retrouvée haute représentante de l'UE. On s'en doutait alors, mais la chose s'est hélas ! confirmée : être femme était le seul facteur qui la désignait pour la fonction...

Aujourd'hui, pas un seul des candidats qui peuvent sérieusement prétendre à la présidence de la Commission européenne n'est une candidate. On a Jean-Claude (Juncker, PPE), Martin (Schulz, socialiste) et Guy (Verhofstadt, libéral). C'est vrai que la jeune Allemande Ska Keller concourt pour les Verts. C'est cependant dans le cadre obligé chez les écologistes d'un « ticket » – en l'occurrence avec le Français José Bové. Elle n'a, du reste, aucune chance.



La Danoise Helle Thorning-Schmidt et la Lituanienne Dalia Grybauskaitė, deux possibles présidentes pour le Conseil européen. © AFP.



La présidence de la Commission européenne reviendra donc à un homme. Et ce sera plus que probablement Jean-Claude Juncker ou Martin Schulz, en fonction du résultat des élections européennes. Les chefs d'Etat ou de gouvernement peuvent en théorie proposer un autre candidat que celui qui sera adoubé, dès le 27 mai, par les principaux groupes politiques du Parlement européen, mais ce serait politiquement (démocratiquement) hasardeux. Une femme devra

par conséquent être nommée soit présidente du Conseil européen (à la place occupée à présent par Herman Van Rompuy), soit haute représentante de l'UE, soit encore présidente de l'Eurogroupe (nouveau poste). La présidence du Parlement européen pourrait aussi faire partie de « paquet » des nominations.

Incontestablement, hors la présidence de la Commission européenne, c'est la présidence du Conseil européen qui est la plus prestigieuse. Divers critères de-

vront être considérés pour la confection de ce « paquet » de nominations, mais il est vraisemblable que les deux grandes familles politiques (le PPE et les socialistes) se partageront ces deux plus belles présidences.

Si le PPE obtient le plus grand nombre d'eurodéputés, et si Jean-Claude Juncker succède donc à José Manuel Barroso, la famille socialiste pourra – informellement – proposer une femme pour succéder à Herman Van Rompuy : Helle Thorning-Schmidt, la Première ministre du Danemark. Elle siège au Conseil européen (condition *sine qua non*), elle a signé une belle présidence semestrielle de l'Union (début 2012), elle est politiquement très lisse (de gauche, mais c'est la gauche la plus caviar qui puisse être imaginée), elle est potentiellement disponible (les Danois en sont fatigués, dit-on). Au demeurant, on parlait déjà d'elle pour la présidence de la

Commission, mais comme tous les chefs d'Etat ou de gouvernement en exercice, elle n'avait pas « osé » se porter candidate à la candidature – ici socialiste.

Une Belge commissaire ?

Si, au contraire, Martin Schulz s'impose finalement pour le Berlaymont, la famille conservatrice PPE pourra également avancer le nom d'une « centriste » pour la présidence du Conseil européen : Dalia Grybauskaitė, la présidente lituanienne. Elle siège au Conseil européen, elle a une belle expérience de commissaire européenne, c'est une très forte tête, mais elle paraît peut-être aujourd'hui un peu trop anti-russe... D'elle aussi, il était question pour la présidence de la Commission.

Trois autres femmes siègent pour le moment au Conseil européen : Angela Merkel (trop tôt pour elle...) et deux « nouvelles » qui ne semblent pas faire le

poids, la Première ministre slovène, Alenka Bratusek, et son homologue lettone, Laimdota Straujuma.

Une femme à la tête du Conseil européen ? Ce n'est pas un lot de consolation. Cela étant, les femmes sont sous-représentées dans les institutions européennes. L'actuelle Commission compte neuf femmes. Et selon le site d'information Bruxelles2, dans seulement cinq Etats membres (sur vingt-huit), on parle pour l'heure de peut-être proposer une femme comme membre de la prochaine Commission. La Belgique n'est pas du nombre. Mais si le CD&V est de la prochaine majorité fédérale, et s'il maintient que c'est cette fois à son tour, l'eurodéputée et éphémère présidente du parti (2008-2010) Marianne Thyssen pourrait, murmure-t-on, garnir les rangs des femmes au sein de la prochaine Commission. ■

MAROUN LABAKI